

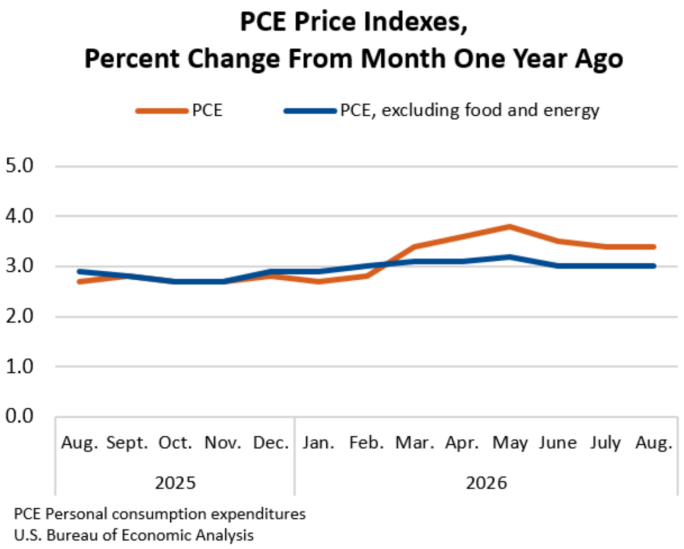
le 8 octobre 2026

L'économie américaine au centre des débats un mois avant les élections

Dernières tendances de l'économie américaine

Inflation persistante et ralentissement du marché de l'emploi compliquent l'équation pour la Fed

La mesure de l'inflation préférée de la Banque Centrale, l'indice PCE (Personal Consumption Expenditures Price Index) du mois d'août, publié le 30 septembre indique une hausse de 0,3 % sur le mois, 3,4 % sur un an (même chiffre qu'en juillet), et de 3 % hors énergie et alimentation. Inférieure aux attentes, la hausse n'en témoigne pas moins de la persistance de l'inflation, sous le coup de l'attaque contre l'Iran et l'augmentation du prix du pétrole qui a suivi.



Dans le même temps, le marché de l'emploi se tasse : la statistique du Département du Travail publiée le 2 octobre indique que 29 000 emplois ont été créés en septembre, 51 000 par mois sur la période juillet-septembre, un ralentissement marqué par rapport aux mois de mars et d'avril.

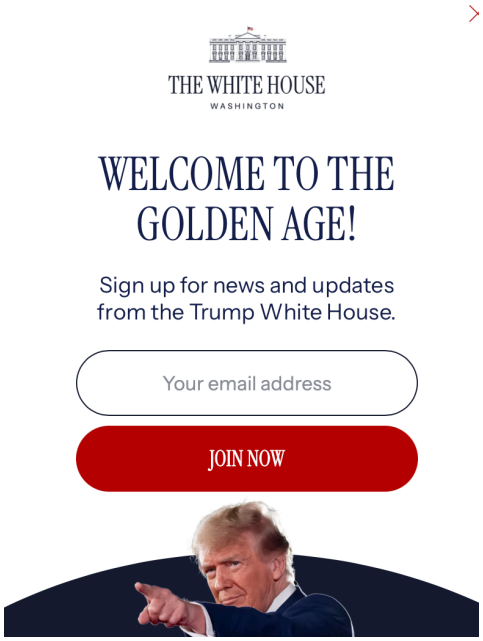
Sur la base de ces chiffres, il est vraisemblable que la Fed n'augmentera pas son taux lors de sa prochaine réunion, fin octobre (à la veille des élections), mais plutôt début décembre.

Les investissements dans l'IA soutiennent la croissance et dopent les marchés financiers…

Les investissements dans les centres de données représentent, selon une analyse de JPMorgan, 0,47 % de la hausse du PIB en 2025 (2,1 %). Les investissements dans le secteur d'ici à 2032 seraient de plus de 10 trillions, 3,6 % du PIB annuel. L'impact est déjà beaucoup plus marqué sur les marchés financiers : les deux marchés du S&P 500 et du NASDAQ ont battu des records le 6 octobre, tirés en avant par le seul cylindre de l'IA. Les « Magnificent Seven », qui incluent Alphabet, Amazon, Microsoft et Meta (les quatre « hyperscalers ») aux côtés de Tesla, Nvidia et Apple cumulaient 25 trillions de $ de valeur en bourse, à rapprocher du PIB US : 32 trillions de $.

mais n'impressionnent pas la population américaine, qui juge sévèrement l'état de l'économie et en rendent responsable l'administration Trump.

Qui va sur le site de la Maison Blanche se voit en quelques secondes prié de donner ses coordonnées mail pour en apprendre plus sur l' « âge d'or » que la Présidence de Trump a créé.



Cet accueil est fortement décalé par rapport à la population américaine. L'indice de confiance du consommateur du Conference Board a plongé fortement en septembre, touchant un plus bas atteint la dernière fois en 2014. Et le nombre de personnes qui rejettent la politique économique du Président varie, selon les sondages, entre 61 et 70 %. La question du coût de la vie (« affordability »), que Trump voit comme « une intox », est centrale pour une population dont les salaires des cinq derniers mois n'ont pas suivi l'inflation qui remonte, conséquence de la guerre avec l'Iran et de son impact sur le coût de l'énergie. Le prix du baril est passé de 60 à 100 $, depuis février, et repart à la hausse dès que le bruit circule d'une reprise des bombardements en Iran. La hausse du prix du diesel en particulier (passé de 3,70 à 6,40 le gallon) affecte les entreprises de transport et les agriculteurs et impacte de nombreux secteurs de l'économie, à commencer par l'alimentation.

Les consommateurs sont résilients (les achats ont augmenté de 3,8 % annualisés au second trimestre), mais les signaux orange se multiplient et expliquent la mauvaise humeur ambiante : prix de l'essence évidemment, même si l'augmentation est moindre que celle du diesel (50 %), inflation de manière générale et dans l'alimentation en particulier -hausse de 18 % sur la viande de bœuf-, mais aussi hausse des taux sur les emprunts immobiliers à 30 ans, passés de 6,60 fin 2024 à 7,40. Les promesses du candidat Trump de remédier à ces différents obstacles à l' « affordability » n'ont pas été suivies d'effets.

Les déclarations du Président, qui demande aux électeurs Républicains de voter comme s'il était sur le bulletin, ou de ses conseillers ou ministres (Scott Bessent en particulier) qui soulignent la performance de l'économie US irritent plus qu'elles ne convainquent.

Les chiffres du déficit et de la dette inquiètent les économistes, mais il y a pire…la France !

Dans l'année budgétaire qui s'est terminée le 30 septembre, le déficit budgétaire a frôlé les 2 trillions, et dépasserait les 6 % du PIB (contre 5,8 % en 2025). Les économies réalisées (réduction des effectifs de fonctionnaires fédéraux, suppression des subventions pour l'installation d'énergie verte, réduction de l'aide à la santé ou des programmes d'aide alimentaire) n'ont pas compensé les baisses d'impôts pour les particuliers et surtout les entreprises. La dette (40 trillions au total, 32 détenus par le public) continue de croître et la hausse des taux sur les obligations du Treasury (passés de 4,17 à 5,24 depuis le 1er janvier) fera que le poids du remboursement dépassera le budget de la défense, ou celui des retraites.
Heureusement, la presse économique, et généraliste, s'est consolé cette semaine en soulignant les maux accablant la France, son absence de budget, son niveau de déficit et d'endettement. L'article le plus inquiétant vient de Paul Krugman, économiste « de gauche », qui dénonce les préjugés anti-français de bon nombre de commentateurs, mais se demande si la France n'est pas « too big to save » plutôt que « too big to fail »,l'expression utilisée pendant la crise de 2008 pour désigner les établissements bancaires considérés comme d'importance vitale.

Actualités de la politique commerciale américaine.

La « libération » n'est pas pour aujourd'hui, ni demain.

Malgré la prudence présidentielle (Trump avait reporté au 2 avril plutôt qu'au 1er son annonce de « droits de douane » pour « libérer » le pays), le déficit commercial prend des allures de pied de nez. Il a augmenté de 13,7 % de juillet à août, pou atteindre 105,6 milliards de $, soit un plus haut depuis le record atteint en mars 2025, où les entreprises stockaient le maximum de produits avant les « tariffs » attendus. Les importations augmentent de 4,3 %, à 420 milliards de $, tandis que les exportations progressent de 2,2 %. La poussée des importations est largement le résultat des investissements dans

l'IA (qui, selon la Fed de Minneapolis, était la cause de 200 milliards d'importations en avril).
Des économistes expliquent par ailleurs que l'incertitude de la politique commerciale envers les différents pays n'incite pas les entreprises à modifier leurs sources d'approvisionnement.

Le G20 des ministres du commerce : une claque pour l'USTR, Jamieson Greer.

Les ministres du commerce extérieur du G20, réunis à Milwaukee par l'USTR, avaient au menu quatre sujets : l'utilisation des exportations agroalimentaires de manière coercitive, les surcapacités de production, l'élimination du travail forcé et la réforme de la clause de la nation la plus favorisée. Un consensus s'est dégagé sur le premier sujet.
Sur les deux sujets suivants, les paragraphes du communiqué notent que « la présidence américaine du G20 est sérieusement déçue par le refus des membres d'approuver la déclaration qui leur était soumise ».
Déçue peut-être, mais la présidence américaine ne devrait pas être surprise : l'enquête lancée sur les surcapacités de production touche seize pays, et l'UE fait partie des cibles (et a été mentionnée comme telle par Greer). Quant au travail forcé, il a servi de prétexte absurde pour imposer des droits de 10 et 12,5 % à 60 pays.
Le dernier sujet, qui soulève de vrais problèmes, parce que la clause de la nation la plus favorisée est un principe de base de l'OMC a donné lieu à des échanges plus substantiels. Mais revenir sur le principe serait valider la conduite des autorités américaines qui violent jour après jour les principes de l'OMC.

La guérilla avec le Canada se poursuit.

Si l'armée canadienne prépare des plans pour mener une guerre de guérilla contre une invasion américaine, le Premier Ministre Mark Carney est déjà opérationnel en ce qui concerne la guerre commerciale. Il avait répliqué aux droits imposés sur 27 milliards d'exportations canadiennes par des mesures réciproques le 8 septembre. En retour, Trump a interdit le 29 septembre l'importation de motos canadiennes (en particulier les motos à trois roues), de produits laitiers et d'alcools (de la bière aux spiritueux).
Les premières victimes de la guerre commerciale sont maintenant les candidats Républicains aux élections dans les états limitrophes du Canada, qui se font crucifier par

leurs opposants démocrates, alors qu'une majorité de la population de ces états souhaite un retour à la normale.

La possibilité d'un accord avec l'Inde s'éloigne.

Annoncé il y a quelques semaines, un accord commercial avec l'Inde paraît moins probable. Les négociations piétinent, l'Inde menacée de sanctions pour ses importations de pétrole russe (alors même que Trump se félicite aujourd'hui que Poutine mette sur le marché du diesel qui pourrait faire baisser les prix).\
Surtout, le ton a monté entre les deux partenaires après les déclarations du Vice-Président Vance, interdisant à certaines sociétés dont Microsoft de sponsoriser les détenteurs de visa H1B pour l'obtention de cartes vertes. Ces sociétés utilisent des talents en majorité indiens, que Vance a traité d' « esclaves ». Le ministère des Affaires Étrangères indien a protesté.
Cela le jour même où Trump décernait des médailles de la science à six titans de la tech, dont cinq sont nés dans des pays étrangers, et l'un (Satya Nadella, PDG de Microsoft) a passé son premier diplôme universitaire en Inde avant de compléter ses études aux US et de bénéficier d'un visa H1B.



Jean-François Boittin

Ancien diplomate et conseiller économique à l'Ambassade de France à Washington DC